

Marseille Capitale européenne de la culture 2013 : enjeux et acteurs

1436^e conférence donnée à la Société de Géographie de Marseille
par

Monsieur Boris GRESILLON, Professeur de Géographie à Aix-Marseille Université
le 12 avril 2012

Avertissement

Le compte-rendu écrit des conférences s'attache à résumer l'exposé de l'intervenant sans en trahir la pensée. Malgré l'enregistrement sonore de ses paroles, il n'est pas possible, lorsqu'on passe de l'oral à l'écrit, de transmettre rigoureusement – mot pour mot – les propos du conférencier. Afin d'aboutir à un texte cohérent les auteurs de la transcription et de la mise en forme peuvent être conduits à s'écarter parfois, mais toujours le moins possible, du discours littéral du conférencier. Que les conférenciers, comme ceux qui assistent aux conférences, veuillent bien pardonner les discordances qu'ils ne manqueront pas de relever entre ce qu'ils ont dit ou entendu et ce qu'ils liront.

SGDM

Marseille Capitale européenne de la culture 2013 : enjeux et acteurs

L'organisation d'un événement aussi considérable que celui qui concerne une capitale de la culture n'est pas simple à l'échelle d'une région métropolitaine. Cette région métropolitaine se cherche car elle n'est pas encore constituée. Notre jargon de géographe la nomme AMM (Aire Métropolitaine Marseillaise) correspondant « grosso-modo » au département des Bouches du Rhône : elle présente un visage très hétérogène avec des identités locales bien marquées. Le pari à relever depuis 2008, année où l'on a appris que Marseille allait devenir Capitale européenne de la culture en 2013, est immense ; à huit mois du lancement des festivités, personne ne sait si ce pari sera gagné.

Les Capitales européennes de la culture : l'historique

Quelques mots s'imposent sur l'historique des capitales européennes de la culture.

Elles sont nées il y a plus de vingt-cinq ans sous la houlette de la ministre grecque Méлина Mercouri, figure emblématique de son pays, la Grèce venant elle-même d'entrer dans l'Union Européenne. L'initiative a été appuyée par Jack Lang ministre français de la culture souhaitant donner à l'Europe une dimension culturelle mieux affirmée.

A cette époque, l'Europe n'était qu'un grand marché commun. C'est dans ce contexte et de manière inattendue que la première action communautaire a été lancée et intitulée Ville européenne de la culture en 1985. Ainsi la première Ville européenne de la culture a été Athènes. Ce qui n'était que justice, puisqu'Athènes est la ville mère de l'Europe.

De 1985 à 1990 l'événement était inaperçu. Cependant Paris fut Ville européenne de la culture en 1989 et personne n'en a parlé. On célébrait cette année-là le bicentenaire de la Révolution, nous étions alors plus nationaux qu'européens.

En 1990 commence une deuxième étape, avec la candidature inattendue de Glasgow alors qu'on s'attendait à Edimbourg. Petite ville industrielle moyenne de l'Ecosse, Glasgow est totalement en crise. L'Europe donne ce label culturel à cette ville essentiellement industrielle et qui n'est pas particulièrement remarquable sur le plan culturel. Contrairement à ses prédécesseurs, Glasgow profite de ce label pour se lancer dans une régénération urbaine totale, principalement de ses docks, et mettre particulièrement l'accent sur l'art contemporain. Glasgow profite de ce label pour s'inscrire durablement dans le temps. On parle encore aujourd'hui du prestige de Glasgow acquis en 1990. Lille en 2004 s'est référée à Glasgow. Marseille de son côté se réfère à la fois à Lille 2004 et à Glasgow 1990. Les contextes historique et géographique sont complètement différents.

Dans la foulée de Glasgow seront mises à l'honneur des petites villes à qui l'Europe va donner leur chance pour se faire connaître et attirer des touristes. Certaines de ces villes sont passées à côté de l'événement. C'est le cas de Thessalonique en Grèce, Capitale de la culture en 1997. Malgré les subventions de l'Union européenne elle n'a pas organisé grand-chose.

En 2000, nous changeons d'époque : d'abord la Commission européenne se rend compte du succès de l'opération. Elle accorde un peu plus d'argent. Et surtout, elle change d'intitulé. Désormais on ne parlera plus de Ville européenne de la culture mais de « **Capitale européenne de la culture** ». Cela n'a l'air de rien, mais dans le mot « capitale » la symbolique est beaucoup plus

forte. Une ville de 50 000 habitants comme Kosice acquiert par ce titre un prestige indéniable même si l'appellation n'est que symbolique.

On se rend compte dès lors que les villes européennes se pressent pour être candidates. Elles ont des budgets plus importants, des équipes de plus en plus professionnelles. On dépose à Bruxelles des dossiers solides.

Un deuxième changement est dû à l'ouverture de l'Europe à l'Est. Il est prévu qu'à partir de 2009, il y aurait simultanément deux Capitales européennes de la culture, l'une à l'Ouest, l'autre à l'Est. Marseille, d'un côté, la petite ville de Kosice en Slovaquie, de l'autre, sont totalement dissemblables. C'est une manière pour l'Europe de faire connaître à l'Ouest ce que nous ignorons de l'Est.

Nous sommes entrés dans une période d'intense compétition. Marseille a réussi au prix d'un combat acharné au sein de neuf villes françaises dont Toulouse, Bordeaux et Lyon. Marseille-Provence a obtenu le label en 2008 et Bernard Latarjet, père de la candidature et premier directeur de Marseille-Provence 2013, a eu ce mot historique lorsque la nouvelle est tombée : « Nous avons gagné, les emmerdes commencent ». Ce premier directeur, conseiller culturel de F Mitterrand et ancien directeur du Parc de la Villette, est quelqu'un qui sait organiser, Il savait que ce ne serait pas simple

Les enjeux

Ne pouvant m'empêcher d'être géographe, j'organiserai mon propos selon trois échelles :

- d'abord les enjeux qui sont très importants à l'échelle de la ville elle-même ;
- puis à l'échelle de l'agglomération ;

- et enfin à l'échelle euro-méditerranéenne.

Je suis personnellement ravi que l'événement ait lieu.

Au niveau de la ville, quoi qu'il arrive, c'est une grande chance pour Marseille et pour la région provençale. Il faut bien comprendre que les enjeux sont réels mais qu'un certain nombre de conditions ne sont pas encore remplies.

Il faudrait que les habitants participent à l'événement. Etant lillois, j'ai pu voir ce qu'était une Capitale européenne de la culture en 2004. L'adhésion populaire y était réelle. On s'était organisé bien en amont de l'événement. Les Marseillais se décideront-ils à participer ? Il aurait fallu, semble-t-il, aller à la rencontre de la population en s'appuyant notamment sur les associations de quartier.

2013 devrait être un moyen de mettre en lumière leur travail de l'ombre.

Le deuxième enjeu est celui que l'on appelle la culture avec ou sans la « gentrification » soit la valorisation économique, sociale, foncière du centre-ville. C'est une vraie question. Une capitale européenne de la culture peut servir à « gentrifier » c'est-à-dire à améliorer les conditions de vie de certains quartiers populaires. Glasgow en 1990 l'avait réussi, Liverpool aussi en 2008.

Un danger de tension sociale existe néanmoins. Le périmètre doré autour d'Euroméditerranée doit être le futur quartier culturel avec les grands équipements prévus. Sur une toute petite bande littorale se répartit le Mucem, le Silo d'Arenc, le Fonds Régional d'Art Contemporain. Or, aujourd'hui les quartiers qui se situent en arrière des immeubles neufs, sont des quartiers pauvres. Comment la cohabitation se fera-t-elle ?

Un autre enjeu me semble bizarrement oublié : celui de la multiplicité des cultures. Cela doit être une fête, des défilés de rue, l'occasion de s'exprimer. Là

où les politiques ne répondent pas c'est à la question de l'appropriation de l'espace public. Les artistes de rue doivent pouvoir s'approprier, pour un temps donné l'espace public. Il serait regrettable que Marseille tout comme Aix se rétractent là-dessus. Ainsi les enjeux, à l'échelle de la ville sont importants. Va-t-on réussir à casser la barrière sociale ?

On peut penser que Marseille 2013 nous réservera quelque surprise en faisant oublier que la Canebière est une limite entre pauvres au Nord et riches au Sud.

En ce qui concerne la grande métropole Aix-Arles-Marseille (Toulon s'étant retirée), l'enjeu principal est d'essayer de faire vivre cette fameuse Aire Métropolitaine Marseillaise qui, sur le plan politique, administratif et institutionnel n'existe pas. On ne peut pas parler de grande communauté urbaine alors qu'elle existe sur le plan du « bassin de vie ». Cela se mesure en matière de flux quotidiens entre Aix et Marseille ou entre Aubagne et Marseille ! Les routes sont saturées de flux. C'est donc un même espace social.

Depuis trente ans, aucun projet de métropole n'a pu voir le jour à Marseille contrairement au grand Lyon qui a pu s'organiser et réunir toutes les communes de la « Courly » ou comme à Bordeaux ou Lille, où l'organisation métropolitaine est plus cohérente qu'à Marseille.

Les Aixois feignent d'ignorer ce qui se passe à Marseille et inversement les Marseillais ignorent ce qui se passe à Aix. Est-ce que 2013 changera la « donne » ?

Un événement culturel éphémère et marquant doit attirer des investisseurs, des journalistes. 2013 sera-t-elle un levier qui assurera plus de cohérence ? Je crains que cela ne suffise pas pour créer un esprit métropolitain, ni chez les

habitants, ni chez les élus. On peut espérer malgré tout que les services culturels seront obligés de discuter entre eux. Or jusqu'à présent ce n'est pas le cas.

Si les transports en commun s'améliorent l'unité espérée peut se réaliser. Chacun est-il financièrement engagé dans le processus ?

Si l'aire métropolitaine marseillaise avait été plus cohérente et plus conquérante dès 2006 cela lui aurait permis de mieux se situer au plan européen. On a tendance à oublier ces enjeux européens. Vue de Bruxelles, une Capitale européenne de la culture est une ville censée présenter à l'Europe un certain visage. C'est dans le cahier des charges de Bruxelles. Or Marseille n'est pas Liverpool. Ce ne sera pas Lille 2004. La Région est censée offrir à l'Europe un certain visage.

Si Marseille a été choisie ce n'est pas seulement pour la grande exposition des impressionnistes, c'est parce qu'elle a mis en avant ce qui est tout à fait original : ***le dialogue euro-méditerranéen*** avec la programmation des « ateliers de la Méditerranée », ce qui permet à des artistes de l'autre rive de venir se produire dans notre région. Cela reste une bonne idée sauf que les financements demeurent réduits et que d'autre part on n'en parle pas beaucoup.

N'oublions pas que vient de se produire « le Printemps Arabe » qui fournit à Marseille une chance unique. Cet enjeu à caractère stratégique rappelle que Marseille est une plaque tournante entre Orient et Occident. On attend neuf à dix millions de touristes avec des retombées économiques importantes. Les études ont montré que pour un euro investi la Capitale de la culture en récolte six. On espère que ces études sont fiables. Beaucoup d'autres se sont endettés pour longtemps ! Or si Aix n'a plus rien à prouver sur le plan culturel, il n'en est

pas de même pour Marseille qui a tout à prouver sur le plan culturel. La méésentente entre les deux villes ne simplifie pas le problème, mais leurs équipes doivent nécessairement collaborer pour ce qui concerne l'exposition des impressionnistes prévue sur les deux sites. Marseille rattrapera-t-elle son retard ?

« Retranscrit » à partir de l'enregistrement sonore de la conférence de Boris Grésillon par Michel Henriët et mis en forme par Richard D'Angio.

SGDM / mai 2012

[Retour page d'accueil ►](#)